

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2007 — 1799

[C — 2007/02066]

12 JANVIER 2007. — Loi sur l'accueil des demandeurs d'asile
et de certaines autres catégories d'étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

LIVRE I^{er}. — DEFINITIONS, PRINCIPES GENERAUX ET CHAMP D'APPLICATION

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

Elle transpose en partie la directive 2003/9/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° le demandeur d'asile : l'étranger qui a introduit une demande d'asile, ayant pour objectif soit la reconnaissance du statut de réfugié, soit l'octroi du statut de protection subsidiaire;

2° le bénéficiaire de l'accueil : le demandeur d'asile, tel que défini au 1° ainsi que tout étranger auquel le bénéfice de la présente loi est étendu par l'une de ses dispositions;

3° le mineur : une personne de moins de dix-huit ans;

4° le mineur non accompagné : une personne de moins de dix-huit ans non accompagnée au moment de son entrée sur le territoire du Royaume ou cessant d'être accompagnée postérieurement à celle-ci par une personne exerçant sur lui l'autorité parentale ou la tutelle, en vertu de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, et se trouvant dans l'une des situations suivantes :

— soit, avoir introduit une demande d'asile au sens du 1°;

— soit, ne pas satisfaire aux conditions d'accès au territoire et de séjour déterminées par les lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

5° les membres de la famille du demandeur d'asile : dans la mesure où la famille était déjà fondée dans le pays d'origine et s'ils sont présents sur le territoire du Royaume en raison de la demande d'asile :

i) le conjoint du demandeur d'asile, ou son ou sa partenaire non marié(e) avec lequel (laquelle) il a une relation stable;

ii) les enfants mineurs du couple du demandeur d'asile visé au point i) ou du demandeur d'asile, à condition qu'ils soient non mariés et à charge, sans discrimination selon qu'ils sont nés du mariage, hors mariage ou qu'ils ont été adoptés.

6° l'aide matérielle : l'aide octroyée par l'Agence ou le partenaire, au sein d'une structure d'accueil, et consistant notamment en l'hébergement, les repas, l'habillement, l'accompagnement médical, social et psychologique et l'octroi d'une allocation journalière. Elle comprend également l'accès à l'aide juridique, l'accès à des services tels que l'interprétariat et des formations ainsi que l'accès à un programme de retour volontaire;

7° le ministre : le ministre qui a l'Intégration sociale dans ses attributions, et dont relève l'Agence;

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2007 — 1799

[C — 2007/02066]

12 JANUARI 2007. — Wet betreffende de opvang van asielzoekers
en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

BOEK I. — DEFINITIES, ALGEMENE BEGINSELEN EN TOEPASSINGSGBIED

TITEL I. — Definities

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Zij zet de richtlijn 2003/9/EG van de Raad van de Europese Unie van 27 januari 2003 tot vaststelling van minimumnormen voor de opvang van asielzoekers in de lidstaten gedeeltelijk om.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° de asielzoeker : de vreemdeling die een asielaanvraag heeft ingediend, hetzij tot erkenning van zijn hoedanigheid van vluchteling, hetzij tot erkenning van het subsidiair beschermingsstatuut;

2° de begunstigde van de opvang : de asielzoeker, zoals bedoeld in 1° en elke vreemdeling aan wie het voordeel van deze wet door één van haar bepalingen toegekend wordt;

3° de minderjarige : een persoon jonger dan achttien jaar;

4° de niet-begeleide minderjarige : een persoon van minder dan achttien jaar oud, die op het ogenblik van de toegang tot het grondgebied van het Rijk niet begeleid is of na het betreden van het grondgebied van het Rijk niet meer begeleid is door een persoon die het ouderlijk gezag of de voogdij over hem uitoefent op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht, en die in één van de volgende situaties verkeert :

— ofwel een aanvraag hebben ingediend in de zin van 1°;

— ofwel niet voldoen aan de voorwaarden inzake toegang tot en verblijf op het grondgebied vastgesteld in de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

5° de familieleden van de asielzoeker : in de mate dat de familie reeds in het land van oorsprong gesticht werd en indien ze omwille van de asielaanvraag op het grondgebied van het Rijk aanwezig zijn :

i) de echtgenoot van de asielzoeker, of zijn of haar niet gehuwde partner waarmee hij of zij een stabiele relatie heeft;

ii) de minderjarige kinderen van het koppel van de asielzoeker bedoeld in punt i) of van de asielzoeker, op voorwaarde dat ze niet getrouwd en ten laste zijn, zonder discriminatie naar gelang zij binnen of buiten het huwelijk geboren zijn of dat zij geadopteerd werden.

6° de materiële hulp : de hulp die verleend wordt door het Agentschap of de partner binnen een opvangstructuur en die met name bestaat uit huisvesting, voedsel, kleding, medische, maatschappelijke en psychologische begeleiding en de toekenning van een dagvergoeding. Zij omvat eveneens de toegang tot juridische bijstand, de toegang tot diensten als tolkdiensten of opleidingen, evenals de toegang tot een programma voor vrijwillige terugkeer;

7° de minister : de minister die bevoegd is voor Maatschappelijke Integratie en onder wie het Agentschap ressorteert;

8° l'Agence : l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile;

9° le partenaire : la personne morale de droit public ou de droit privé chargée par l'Agence et aux frais de celle-ci, de dispenser l'aide matérielle au bénéficiaire de l'accueil conformément aux dispositions de la présente loi;

10° la structure d'accueil : la structure communautaire ou individuelle au sein de laquelle l'aide matérielle est octroyée au bénéficiaire de l'accueil, qu'elle soit gérée par l'Agence ou un partenaire;

11° le directeur général : le Directeur général de l'Agence.

TITRE II. — Principes généraux

Art. 3. Tout demandeur d'asile a droit à un accueil devant lui permettre de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par accueil, on entend l'aide matérielle octroyée conformément à la présente loi ou l'aide sociale octroyée par les centres publics d'action sociale conformément à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Art. 4. Les décisions de l'Agence ou du partenaire sur l'octroi de l'aide matérielle ne peuvent avoir égard au non-respect par le demandeur d'asile de ses obligations procédurales dans le cadre de sa procédure d'asile, pas plus qu'elles ne peuvent avoir une influence sur le traitement de celle-ci.

Art. 5. Sans préjudice du Livre III, Titre III relatif aux mesures d'ordre et sanctions, le bénéfice de l'aide matérielle décrite dans la présente loi ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une suppression.

TITRE III. — Champ d'application

CHAPITRE I^{er}. — L'aide matérielle

Art. 6. § 1^{er}. Le bénéfice de l'aide matérielle s'applique à tout demandeur d'asile dès l'introduction de sa demande d'asile et produit ses effets pendant toute la procédure d'asile en ce compris pendant le recours introduit devant le Conseil du Contentieux des Étrangers sur la base de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Le bénéfice de l'aide matérielle s'applique également pendant le recours en cassation administrative introduit devant le Conseil d'Etat sur la base de l'article 20, § 2, alinéa 3, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Le bénéfice de l'aide matérielle est maintenu durant les délais pour introduire les recours visés à l'alinéa précédent.

Le bénéfice de l'aide matérielle s'applique également aux membres de la famille du demandeur d'asile.

§ 2. Le bénéfice de l'aide matérielle s'applique également aux personnes visées à l'article 60 de la présente loi.

Art. 7. Le bénéfice de l'aide matérielle est prolongé quand l'étranger résidant dans une structure d'accueil se trouve dans une des situations suivantes :

1° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, et qui, pour des raisons médicales certifiées et étayées par une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 précitée, ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié;

2° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, et qui, pour des raisons de force majeure, autres que des raisons médicales, confirmées par les autorités compétentes en matière d'asile et d'immigration, ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié;

3° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement, et qui a un membre de sa famille ou une personne exerçant sur lui l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, qui entre dans le champ d'application de la présente loi;

4° l'étranger dont la procédure d'asile et la procédure devant le Conseil d'Etat se sont clôturées négativement et qui a signé un engagement de retour volontaire et ce, jusqu'à son départ, sauf si ce départ est reporté à cause de son seul comportement.

8° het Agentschap : het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers;

9° de partner : de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die door en op kosten van het Agentschap belast wordt met het verlenen van materiële hulp aan de begunstigde van de opvang overeenkomstig de bepalingen van deze wet;

10° de opvangstructuur : de collectieve of individuele structuur waarin materiële hulp wordt verschaft aan de begunstigde van de opvang en die door het Agentschap of door een partner beheerd wordt;

11° de directeur-generaal : de Directeur-generaal van het Agentschap.

TITEL II. — Algemene beginselen

Art. 3. Elke asielzoeker heeft recht op een opvang die hem in staat moet stellen om een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid.

Onder opvang wordt de materiële hulp verstaan die op grond van deze wet toegekend wordt of de maatschappelijke dienstverlening die wordt verstrekt door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 4. De beslissingen van het Agentschap of de partner betreffende de toekenning van de materiële hulp mogen geen verband houden met het niet-respecteren door de asielzoeker van zijn procedurele verplichtingen in het kader van zijn asielprocedure en hebben evenmin enige invloed op de behandeling van deze laatste.

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van Boek III, Titel III betreffende ordemaatregelen en sancties, kan het recht op materiële hulp zoals beschreven in deze wet in geen geval opgeheven worden.

TITEL III. — Toepassingsgebied

HOOFDSTUK I. — De materiële hulp

Art. 6. § 1. Het recht op materiële hulp geldt voor elke asielzoeker vanaf de indiening van zijn asielaanvraag en is van kracht gedurende de hele asielprocedure, met inbegrip van de beroepsprocedure, ingesteld bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen op grond van artikel 39/2, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Het recht op materiële hulp is eveneens van kracht tijdens de procedure van het administratieve cassatieberoep bij de Raad van State op grond van artikel 20, § 2, derde lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Het recht op materiële hulp blijft behouden gedurende de termijnen voor het instellen van de in voorgaande lid bedoelde beroepsprocedures.

Het recht op materiële hulp geldt ook voor de familieleden van de asielzoeker.

§ 2. Het recht op materiële hulp geldt eveneens voor de personen bedoeld in artikel 60 van deze wet.

Art. 7. Het recht op de materiële hulp wordt verlengd wanneer de vreemdeling die verblijft in een opvangstructuur zich in een van de volgende situaties bevindt :

1° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten en die om gestaafde medische redenen en steunend op een aanvraag tot machtiging tot verblijf op grond van artikel 9^{ter} van voornoemde wet van 15 december 1980, geen gevolg kan geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten dat hem betekend werd;

2° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten en die, om redenen van overmacht, andere dan medische redenen, bevestigd door de autoriteiten bevoegd voor asiel en migratie, geen gevolg kan geven aan het bevel het grondgebied te verlaten dat hem betekend werd;

3° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten en die een familielid heeft of een persoon die het ouderlijk gezag of de voogdij over hem uitoefent op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht, die binnen het toepassingsgebied van deze wet valt;

4° de vreemdeling van wie de asielprocedure en de procedure voor de Raad van State negatief zijn afgesloten en die een verbintenis tot vrijwillige terugkeer heeft ondertekend, en dit tot zijn vertrek, tenzij dit vertrek uitgesteld wordt door zijn eigen gedrag.

CHAPITRE II. — *L'aide sociale octroyée par les centres publics d'action sociale conformément à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale*

Art. 8. § 1^{er}. L'aide sociale est octroyée par les centres publics d'action sociale lorsque la désignation d'une structure d'accueil prend fin en application de l'article 11, § 1^{er}, ou lorsque le bénéficiaire de l'accueil s'est vu reconnaître un statut de protection temporaire en application de l'article 10, 3^e ou 4^e.

§ 2. A l'exception du Livre II, la présente loi n'est pas d'application pour l'octroi de l'aide sociale au bénéficiaire de l'accueil telle que visée au § 1^{er}.

LIVRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES A LA DETERMINATION DE L'AUTORITE COMPETENTE POUR OCTROYER L'ACCUEIL

TITRE I^{er}. — Désignation d'un lieu obligatoire d'inscription

Art. 9. L'accueil tel que visé à l'article 3 est octroyé par la structure d'accueil ou le centre public d'action sociale désigné comme lieu obligatoire d'inscription.

Art. 10. L'Agence désigne un lieu obligatoire d'inscription aux étrangers :

1° qui sont entrés dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées à l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et ont introduit une demande d'asile;

2° qui ont introduit une demande d'asile après l'expiration de leur autorisation de séjour;

3° qui appartiennent aux catégories de personnes désignées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres dans le cadre de mesures spéciales visant la protection temporaire de personnes;

4° qui sont autorisés à séjourner dans le Royaume sur la base de l'article 57/30, § 1^{er}, ou de l'article 57/34 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 11. § 1^{er}. Aux demandeurs d'asile visés à l'article 10, 1° et 2°, une structure d'accueil est désignée comme lieu obligatoire d'inscription :

1° tant que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints n'ont pas pris une décision définitive sur leur demande d'asile;

2° tant que le Conseil du Contentieux des Etrangers n'a pas pris une décision sur le recours contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints ou, en l'absence de recours, jusqu'à l'expiration du délai pour l'introduire.

Un nouveau lieu obligatoire d'inscription peut être désigné si la décision visée à l'alinéa précédent, 1° et 2°, n'est pas prise dans un délai fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, suite à l'évaluation de la procédure d'examen des demandes d'asile.

Par dérogation aux alinéas précédents, la désignation visée à l'alinéa 1^{er} est toutefois maintenue pour les demandeurs d'asile visés à l'article 10, 1° et 2° qui ont reçu notification avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent d'un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers contre lequel ils ont introduit un recours en cassation administrative devant le Conseil d'Etat.

§ 2. Aux étrangers visés à l'article 10, 3° et 4°, est désigné comme lieu obligatoire d'inscription, un centre public d'action sociale qui leur délivre l'aide sociale à laquelle ils peuvent prétendre conformément à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

§ 3. Lors de la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription, l'Agence veille à ce que ce lieu soit adapté au bénéficiaire de l'accueil et ce, dans les limites des places disponibles.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijke dienstverlening verstrekt door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

Art. 8. § 1. De maatschappelijke dienstverlening wordt door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn verstrekt wanneer de toewijzing van een opvangstructuur eindigt in toepassing van artikel 11, § 1 of wanneer de begunstigde van de opvang een statuut van tijdelijke bescherming kreeg toegekend in toepassing van artikel 10, 3° of 4°.

§ 2. Met uitzondering van Boek II is deze wet niet van toepassing op het verstrekken van maatschappelijke dienstverlening zoals bedoeld in § 1 aan de begunstigde van de opvang.

BOEK II. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE AANDUIDING VAN DE BEVOEGDE INSTANTIE VOOR HET TOEKENNEN VAN DE OPVANG

TITEL I. — Toewijzing van een verplichte plaats van inschrijving

Art. 9. De opvang, bedoeld in artikel 3, wordt toegekend door de opvangstructuur of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toegewezen als verplichte plaats van inschrijving.

Art. 10. Het Agentschap wijst een verplichte plaats van inschrijving toe aan vreemdelingen :

1° die het Rijk binnengekomen zijn zonder te beantwoorden aan de voorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en een asielaanvraag hebben ingediend;

2° die een asielaanvraag ingediend hebben, nadat hun verblijfsvergunning was verlopen;

3° die behoren tot de categorieën van personen die bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad zijn aangewezen in het kader van bijzondere maatregelen met het oog op de tijdelijke bescherming van personen.

4° die gemachtigd zijn tot een verblijf in het Rijk op grond van artikel 57/30, § 1, of artikel 57/34 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Art. 11. § 1. Aan de asielzoekers bedoeld in artikel 10, 1° en 2°, wordt een opvangstructuur als verplichte plaats van inschrijving toegewezen :

1° zolang de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van zijn adjuncten geen definitieve beslissing genomen hebben over hun asielaanvraag;

2° zolang de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen geen beslissing genomen heeft over het beroep tegen de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van zijn adjuncten of, bij afwezigheid van beroep, tot het verstrijken van de termijn om het in te dienen.

Een nieuwe plaats van inschrijving kan worden toegewezen indien de beslissing bedoeld onder 1° en 2° van het voorgaande lid niet genomen is binnen een termijn, vastgelegd bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad na een evaluatie van de procedure van onderzoek van de asielaanvragen.

In afwijking van het voorgaande lid wordt de toewijzing bedoeld in het eerste lid evenwel behouden voor de asielzoekers bedoeld in artikel 10, 1° en 2°, aan wie, voor het verstrijken van de termijn bedoeld in voorgaand lid, kennis werd gegeven van een arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen tegen hetwelke zij een administratief cassatieberoep bij de Raad van State hebben ingediend.

§ 2. Aan de vreemdelingen bedoeld in artikel 10, 3° en 4°, wordt als verplichte plaats van inschrijving een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toegewezen dat hen de maatschappelijke dienstverlening zal verstrekken waarop zij aanspraak kunnen maken overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. Bij de toewijzing van een verplichte plaats van inschrijving ziet het Agentschap erop toe dat deze plaats aangepast is aan de begunstigde van de opvang en dit binnen de grenzen van het aantal beschikbare plaatsen.

Elle tient compte :

1° lors de la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription en application du § 1^{er}, du degré d'occupation des structures d'accueil;

2° lors de la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription en application du § 1^{er}, 2° alinéa et du § 2 d'une répartition harmonieuse entre les communes en vertu de critères fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

L'appréciation du caractère adapté de ce lieu est notamment basée sur des critères comme la composition familiale du bénéficiaire de l'accueil, son état de santé, sa connaissance d'une des langues nationales ou de la langue de la procédure. Dans ce cadre, l'Agence porte une attention particulière à la situation des personnes vulnérables visées à l'article 36.

Dans des circonstances particulières, l'Agence peut déroger aux dispositions du § 1^{er} en ne désignant pas de lieu obligatoire d'inscription.

TITRE II. — Modification du lieu obligatoire d'inscription

Art. 12. § 1^{er}. Le demandeur d'asile dont le lieu obligatoire d'inscription, désigné en application de l'article 11, § 1^{er}, est une structure d'accueil communautaire peut demander, après y avoir résidé pendant quatre mois, que ce lieu soit modifié en faveur d'une structure d'accueil individuelle, dans la limite des places disponibles.

La modification du lieu obligatoire d'inscription ne peut être demandée si le délai de quatre mois est atteint après la notification de la décision de rejet du Conseil du Contentieux des Etrangers, à moins que le demandeur d'asile n'ait introduit un recours en cassation administrative qui a fait l'objet d'une ordonnance d'admissibilité, en application de l'article 20, § 3, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

§ 2. En application de l'article 11, § 3, alinéa 3, l'Agence peut d'initiative ou à la requête du partenaire ou du demandeur d'asile, modifier le lieu obligatoire d'inscription désigné en application de l'article 11, § 1^{er}.

Lorsque cette modification est envisagée par l'Agence pour des motifs d'unité familiale, l'accord du demandeur d'asile est requis préalablement.

Le Roi fixe la procédure relative à la modification visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le lieu obligatoire d'inscription, désigné en application de l'article 11, § 1^{er}, peut également être modifié en exécution d'une mesure d'ordre ou d'une sanction prise conformément à l'article 44 ou 45.

TITRE III. — Suppression du lieu obligatoire d'inscription

Art. 13. L'Agence peut supprimer le lieu obligatoire d'inscription désigné conformément aux articles précédents, dans des circonstances particulières.

Le Roi fixe la procédure relative à cette suppression.

LIVRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE MATERIELLE OCTROYEE AUX BENEFICIAIRES DE L'ACCUEIL

TITRE I^{er}. — Droits et obligations des bénéficiaires de l'accueil

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Information

Art. 14. Lors de la désignation du lieu obligatoire d'inscription, l'Agence délivre au demandeur d'asile une brochure d'information rédigée, dans la mesure du possible, dans une langue qu'il comprend et décrivant notamment ses droits et obligations tels que décrits dans la présente loi ou dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, ainsi que les coordonnées des instances compétentes et des associations pouvant leur prodiguer une assistance médicale, sociale et juridique.

Ces informations sont complétées dès l'arrivée du demandeur d'asile dans la structure d'accueil qui lui est désignée en lui communiquant le règlement d'ordre intérieur de la structure d'accueil visé à l'article 19.

Art. 15. L'Agence ou le partenaire veille à ce que le bénéficiaire de l'accueil ait accès à des services d'interprétariat et de traduction sociale dans le cadre de l'exercice de ses droits et obligations décrits dans la présente loi.

L'Agence ou le partenaire peut conclure des conventions avec des services ou organisations spécialisés dans l'interprétariat et la traduction sociale.

Het houdt rekening :

1° bij de toewijzing van een verplichte plaats van inschrijving in toepassing van § 1, met de bezettingsgraad van de opvangstructuren;

2° bij de toewijzing van een verplichte plaats van inschrijving in toepassing van § 1, tweede lid en § 2, met een gelijkmatige verdeling tussen de gemeenten op grond van criteria vastgelegd in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De beoordeling van het aangepaste karakter van deze plaats is met name gebaseerd op criteria als de gezinstoestand van de begunstigde van de opvang, zijn gezondheidstoestand, zijn kennis van één van de landstalen of van de taal waarin de procedure gevoerd wordt. In dit kader besteedt het Agentschap bijzondere aandacht aan de toestand van kwetsbare personen zoals bedoeld in artikel 36.

Wanneer er sprake is van bijzondere omstandigheden, kan het Agentschap afwijken van de bepalingen van § 1 door geen verplichte plaats van inschrijving toe te wijzen.

TITEL II. — Wijziging van de verplichte plaats van inschrijving

Art. 12. § 1. De asielzoeker die in toepassing van artikel 11, § 1 een collectieve opvangstructuur toegewezen krijgt als verplichte plaats van inschrijving, kan nadat hij hierin vier maanden verbleven heeft, aanvragen om een individuele opvangstructuur toegewezen te krijgen, binnen de grenzen van de beschikbare plaatsen.

De wijziging van de verplichte plaats van inschrijving kan niet gevraagd worden indien de termijn van vier maanden bereikt wordt na de betekening van een verwerpingsbeslissing van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, tenzij de asielzoeker een administratief cassatieberoep ingediend heeft dat, in toepassing van artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, het voorwerp heeft uitgemaakt van een beschikking van toelaatbaarheid.

§ 2. In toepassing van artikel 11, § 3, derde lid, kan het Agentschap op eigen initiatief of op verzoek van de partner of de asielzoeker de in toepassing van artikel 11, § 1, toegewezen verplichte plaats van inschrijving wijzigen.

Wanneer deze wijziging door het Agentschap omwille van de eenheid van het gezin overwogen wordt, is de instemming van de asielzoeker voorafgaandelijk vereist.

De Koning bepaalt de procedure betreffende de wijziging bedoeld in het eerste lid.

§ 3. De verplichte plaats van inschrijving in toepassing van artikel 11, § 1, kan ook gewijzigd worden in uitvoering van een ordemaatregel of een sanctie genomen overeenkomstig artikel 44 of 45.

TITEL III. — Opheffing van de verplichte plaats van inschrijving

Art. 13. Het Agentschap kan de verplichte plaats van inschrijving die overeenkomstig voorgaande artikelen is toegewezen in bijzondere omstandigheden opheffen.

De Koning bepaalt de procedure betreffende deze opheffing.

BOEK III. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE MATERIELE HULP TOEGEKEND AAN BEGUNSTIGDEN VAN DE OPVANG

TITEL I. — Rechten en plichten van de begunstigten van de opvang

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling I. — Informatie

Art. 14. Bij de toewijzing van de verplichte plaats van inschrijving biedt het Agentschap de asielzoeker een informatiebrochure aan. Deze is in de mate van het mogelijke opgesteld in een taal die de asielzoeker begrijpt en beschrijft met name zijn rechten en plichten zoals beschreven in deze wet of in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Voorts bevat ze de adressen en verdere gegevens van de bevoegde instanties en van de verenigingen die hen medische, sociale en juridische bijstand kunnen verlenen.

Zodra de asielzoeker in de hem toegewezen opvangstructuur aankomt, wordt deze informatie aangevuld door het aan de asielzoeker overgemaakt huishoudelijk reglement van de opvangstructuur bedoeld in artikel 19.

Art. 15. Het Agentschap of de partner ziet erop toe dat de begunstigde van de opvang toegang heeft tot sociale tolk- en vertaaldiensten in het kader van de uitoefening van zijn rechten en plichten zoals deze in deze wet worden beschreven.

Het Agentschap of de partner kan overeenkomsten afsluiten met diensten of organisaties die gespecialiseerd zijn op het vlak van sociaal tolk- en vertaalwerk.

Section II. — Hébergement

Art. 16. Le bénéficiaire de l'accueil est hébergé dans une structure d'accueil communautaire ou individuelle.

Art. 17. Le Roi définit les normes auxquelles les structures d'accueil doivent répondre tant en termes qualitatifs qu'en termes d'infrastructure ainsi que les modalités de contrôle par l'Agence du respect de ces normes.

Art. 18. Par dérogation aux articles 20 et 21 ainsi qu'aux articles 30 à 35, le bénéficiaire de l'accueil peut, lorsque les capacités de logement normalement disponibles sont temporairement épuisées, être hébergé dans une structure d'accueil d'urgence. Dans ce cas il bénéficie d'un accompagnement social limité.

En toute hypothèse, le séjour dans une telle structure ne peut excéder dix jours et les besoins fondamentaux du bénéficiaire de l'accueil y sont rencontrés. Ceux-ci comprennent toute l'assistance nécessaire, et notamment la nourriture, le logement, l'accès aux facilités sanitaires et l'accompagnement médical tel que décrit aux articles 23 à 29.

Art. 19. Le Roi détermine le régime et les règles de fonctionnement applicables aux structures d'accueil. Un règlement d'ordre intérieur établi par le ministre en détermine les modalités d'exercice. Il est veillé à la bonne et complète compréhension de celui-ci par le bénéficiaire de l'accueil.

Art. 20. Lors de son séjour au sein d'une structure d'accueil, le bénéficiaire de l'accueil a droit au respect de sa vie privée et familiale, au respect de ses convictions, à participer à l'organisation de la vie communautaire au sein de la structure d'accueil, à communiquer avec sa famille, son conseil, les représentants du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les associations ayant pour objet l'accueil des étrangers et la défense de leurs droits.

L'aide matérielle est organisée dans le respect du principe de neutralité envers les convictions philosophiques et religieuses des bénéficiaires de l'accueil au sein de la structure d'accueil.

Art. 21. Les conseillers juridiques des bénéficiaires de l'accueil, les représentants du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les ONG qui agissent en son nom ont accès aux structures communautaires d'accueil, en vue d'aider les bénéficiaires de l'accueil.

Le Roi peut imposer des limites à cet accès uniquement aux fins de sécurité des structures communautaires d'accueil et des locaux ainsi que des bénéficiaires de l'accueil.

Il est prévu, dans la structure d'accueil communautaire, un local permettant d'assurer aux entretiens qui s'y déroulent un caractère confidentiel.

Section III. — Evaluation

Art. 22. § 1^{er}. Dans les trente jours qui suivent la désignation de son lieu obligatoire d'inscription, la situation individuelle du bénéficiaire de l'accueil est examinée en vue de déterminer si l'accueil répond à ses besoins spécifiques. S'il apparaît que ce n'est pas le cas, il peut être procédé à une modification du lieu obligatoire d'inscription.

§ 2. A cette fin, l'examen de la situation individuelle du bénéficiaire de l'accueil porte notamment sur les signes non détectables a priori d'une éventuelle vulnérabilité telle que celle présente chez les personnes ayant subi des tortures ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle.

§ 3. L'évaluation de la situation individuelle du bénéficiaire de l'accueil se poursuit tout au long de son séjour au sein de la structure d'accueil.

§ 4. Le Roi fixe les modalités de cette évaluation.

Afdeling II. — Huisvesting

Art. 16. De begunstigde van de opvang wordt in een collectieve of individuele opvangstructuur gehuisvest.

Art. 17. De Koning legt de normen vast waaraan de opvangstructuren moeten beantwoorden, zowel inzake kwaliteit als inzake infrastructuur, alsook de nadere regels van de controle door het Agentschap van de naleving van deze normen.

Art. 18. In afwijking van de artikelen 20 en 21 alsook van de artikelen 30 tot 35 kan de begunstigde van de opvang, wanneer de normaal beschikbare opvangcapaciteit tijdelijk uitgeput is, gehuisvest worden in een noodopvangstructuur. In dat geval geniet hij een beperkte maatschappelijke begeleiding.

In ieder geval mag het verblijf in een dergelijke structuur niet langer dan tien dagen duren en wordt er voorzien in de fundamentele noden van de begunstigde van de opvang. Deze laatste omvatten de volledige bijstand die nodig is, en onder meer voedsel, huisvesting, toegang tot een sanitaire uitrusting en de medische begeleiding zoals beschreven in de artikelen 23 tot 29.

Art. 19. De Koning bepaalt het stelsel en de werkingsregels die van toepassing zijn op de opvangstructuren. De uitvoeringsmodaliteiten worden vastgelegd in een huishoudelijk reglement dat door de minister wordt opgesteld. Er wordt over gewaakt dat de begunstigde van de opvang hiervan een goed en volledig begrip heeft.

Art. 20. Tijdens zijn verblijf in een opvangstructuur heeft de begunstigde van de opvang recht op de eerbiediging van zijn privé-leven en gezinsleven, op eerbiediging van zijn overtuigingen, om deel te nemen aan de organisatie van het gemeenschapsleven in de opvangstructuur, om te communiceren met zijn familie, zijn raadsman, de vertegenwoordigers van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties en de verenigingen die de opvang van vreemdelingen en het verdedigen van hun rechten tot doel hebben.

De materiële hulp wordt georganiseerd met respect voor het beginsel van neutraliteit jegens filosofische en religieuze overtuigingen van de begunstigten van de opvang binnen de opvangstructuur.

Art. 21. De raadslieden van de begunstigten van de opvang, de vertegenwoordigers van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties en de NGO's die in naam van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen handelen, krijgen toegang tot de collectieve opvangstructuren, ten einde bijstand te bieden aan de begunstigten van de opvang.

De Koning kan deze toegang slechts beperken om de veiligheid van de collectieve opvangstructuren en van de lokalen alsook van de begunstigten van de opvang te verzekeren.

In de collectieve opvangstructuur is er in een lokaal voorzien dat het vertrouwelijk karakter waarborgt van de gesprekken die er plaatsvinden.

Afdeling III. — Evaluatie

Art. 22. § 1. Gedurende de dertig dagen die volgen op de toewijzing van zijn verplichte plaats van inschrijving wordt de persoonlijke situatie van de begunstigde van de opvang onderzocht om uit te maken of de opvang aangepast is aan zijn specifieke noden. Indien dit niet zo blijkt te zijn, kan er worden overgegaan tot een wijziging van de verplichte plaats van inschrijving.

§ 2. Met het oog hierop wordt tijdens het onderzoek van de persoonlijke situatie van de begunstigde van de opvang met name gepeild naar niet onmiddellijk zichtbare tekenen van een eventuele kwetsbaarheid, zoals in het geval van personen die foltering hebben ondergaan of aan andere ernstige vormen van psychologisch, fysiek of seksueel geweld werden blootgesteld.

§ 3. De evaluatie van de persoonlijke situatie van de begunstigde van de opvang wordt gedurende het hele verblijf in de opvangstructuur voortgezet.

§ 4. De Koning bepaalt de nadere regels van deze evaluatie.

Section IV. — Accompagnement médical, psychologique, social et aide juridique

Sous-section 1^{re}. — Accompagnement médical

Art. 23. Le bénéficiaire de l'accueil a droit à l'accompagnement médical nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

Art. 24. Par accompagnement médical, on entend l'aide et les soins médicaux, que ceux-ci soient repris dans la nomenclature telle que prévue à l'article 35 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 ou qu'ils relèvent de la vie quotidienne.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, d'une part, l'aide et les soins médicaux qui, bien que repris dans la nomenclature précitée, ne sont pas assurés au bénéficiaire de l'accueil en ce qu'ils apparaissent comme manifestement non nécessaires, et d'autre part, l'aide et les soins médicaux relevant de la vie quotidienne et qui bien que non repris dans la nomenclature précitée sont assurés au bénéficiaire de l'accueil.

Art. 25. § 1^{er}. L'Agence est compétente pour assurer l'accompagnement médical visé à l'article 23 au profit du bénéficiaire de l'accueil, et ce quelle que soit la structure d'accueil dans lequel il est accueilli, à l'exception de celle gérée par le partenaire visé à l'article 64.

§ 2. A cette fin, chaque structure d'accueil garantit au bénéficiaire de l'accueil l'accès effectif à un accompagnement médical.

§ 3. Cet accompagnement est délivré sous la responsabilité d'un médecin qui conserve son indépendance professionnelle envers le directeur ou le responsable de ladite structure.

§ 4. Le demandeur d'asile qui ne réside pas dans la structure d'accueil qui lui a été désignée comme lieu obligatoire d'inscription peut bénéficier d'un accompagnement médical assuré par l'Agence.

§ 5. Le bénéficiaire de l'accueil peut introduire auprès de l'Agence un recours contre une décision du médecin de la structure d'accueil relative à l'octroi d'un accompagnement médical qui n'est pas considéré comme étant nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine, conformément à l'article 47.

Art. 26. L'Agence ou le partenaire peut, selon les modalités définies par le Roi, conclure des conventions avec les établissements de soins de santé en vue de fixer les conditions de remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques et autres, résultant des soins dispensés au bénéficiaire de l'accueil.

Art. 27. Un dossier médical unique est tenu à jour et conservé au sein de la structure d'accueil communautaire désignée comme lieu obligatoire d'inscription.

En cas de désignation du lieu obligatoire d'inscription conformément à l'article 11, § 2, et de modification du lieu obligatoire d'inscription conformément à l'article 12, ce dossier est transmis au nouveau lieu désigné.

Art. 28. Si l'état de santé du bénéficiaire de l'accueil le justifie et sur avis du médecin traitant, l'Agence peut modifier ou supprimer son lieu obligatoire d'inscription, conformément aux articles 12 et 13.

Art. 29. Le bénéficiaire de l'accueil peut être soumis à un examen médical obligatoire pour des motifs de santé publique.

Sous-section II. — Accompagnement psychologique

Art. 30. L'accompagnement psychologique nécessaire est assuré au bénéficiaire de l'accueil.

A cette fin, l'Agence ou le partenaire peut conclure, selon les modalités définies par le Roi, des conventions avec des organismes et institutions spécialisés.

Afdeling IV. — Medische, psychologische, maatschappelijke begeleiding en juridische hulp

Onderafdeling I. — Medische begeleiding

Art. 23. De begunstigde van de opvang heeft recht op de medische begeleiding die noodzakelijk is om een leven te kunnen leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid.

Art. 24. Onder medische begeleiding worden de medische hulpverlening en verzorging verstaan, ongeacht of zij opgenomen zijn in de nomenclatuur zoals voorzien in artikel 35 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen van 14 juli 1994, of tot het dagelijkse leven behoren.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, enerzijds de medische hulp en verzorging die in genoemde nomenclatuur opgenomen zijn, maar niet aan de begunstigde van de opvang verzekerd worden omdat zij manifest niet noodzakelijk blijken te zijn, en anderzijds, de medische hulp en verzorging die tot het dagelijkse leven behoren en, hoewel niet opgenomen in genoemde nomenclatuur, wel verzekerd worden aan de begunstigde van de opvang.

Art. 25. § 1. Het Agentschap is bevoegd om de medische begeleiding, zoals bedoeld in artikel 23, te verzekeren ten behoeve van de begunstigde van de opvang en dit ongeacht de opvangstructuur waarin hij wordt opgevangen, met uitzondering van de opvangstructuur beheerd door de partner zoals bedoeld in artikel 64.

§ 2. Met het oog hierop waarborgt elke opvangstructuur aan de begunstigde van de opvang de effectieve toegang tot een medische begeleiding.

§ 3. Deze medische begeleiding wordt verleend onder de verantwoordelijkheid van een arts die zijn professionele onafhankelijkheid ten aanzien van de directeur of de verantwoordelijke van de betreffende structuur behoudt.

§ 4. De asielzoeker die niet verblijft in de opvangstructuur die hem aangewezen werd als verplichte plaats van inschrijving, kan een medische begeleiding krijgen die wordt verzekerd door het Agentschap.

§ 5. De begunstigde van de opvang kan bij het Agentschap een beroep indienen overeenkomstig artikel 47 tegen een beslissing van de arts van de opvangstructuur met betrekking tot het verstrekken van medische begeleiding die niet wordt beschouwd als vereist om een leven te kunnen leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid.

Art. 26. Het Agentschap of de partner kan, overeenkomstig de nadere regels die door de Koning bepaald zijn, overeenkomsten afsluiten met instellingen voor gezondheidszorg om de voorwaarden vast te leggen voor de terugbetaling van de medische, farmaceutische en andere kosten die ontstaan door het verstrekken van zorg aan de begunstigde van de opvang.

Art. 27. Er wordt één enkel medisch dossier bijgehouden en bewaard in de collectieve opvangstructuur die als verplichte plaats van inschrijving is toegewezen.

In geval van toewijzing van de verplichte plaats van inschrijving overeenkomstig artikel 11, § 2, en wijziging van deze verplichte plaats van inschrijving overeenkomstig artikel 12, wordt dit dossier overgezonden aan de nieuwe plaats van inschrijving.

Art. 28. Indien de gezondheidstoestand van de begunstigde van de opvang het rechtvaardigt en op advies van de behandelende arts, kan het Agentschap zijn verplichte plaats van inschrijving wijzigen of opheffen, overeenkomstig artikelen 12 en 13.

Art. 29. De begunstigde van de opvang kan om redenen van volksgezondheid aan een verplicht medisch onderzoek onderworpen worden.

Onderafdeling II. — Psychologische begeleiding

Art. 30. De noodzakelijke psychologische begeleiding wordt aan de begunstigde van de opvang verzekerd.

Met het oog hierop kan het Agentschap of de partner, overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Koning, overeenkomsten afsluiten met gespecialiseerde instanties en instellingen.

Sous-section III. — Accompagnement social

Art. 31. § 1^{er}. Le bénéficiaire de l'accueil a droit à un accompagnement social individualisé et permanent assuré par un travailleur social tout au long de son séjour dans la structure d'accueil.

A cette fin, chaque structure d'accueil garantit au bénéficiaire de l'accueil un accès effectif à un service social et lui désigne un travailleur social de référence.

§ 2. L'accompagnement social consiste notamment à informer le bénéficiaire de l'accueil sur l'accès et les modalités de l'aide matérielle, sur la vie quotidienne au sein d'une structure d'accueil, sur les activités auxquelles il a accès, sur les étapes de la procédure d'asile, en ce compris les recours juridictionnels éventuels, et les conséquences des actes qu'il pose en cette matière, ainsi que sur le contenu et l'intérêt des programmes de retour volontaire. Il consiste également à accompagner le bénéficiaire de l'accueil dans l'exécution d'actes administratifs, notamment ceux menés dans le cadre de la transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale octroyée par les centres publics d'action sociale.

§ 3. Les missions du travailleur social consistent notamment à aider le bénéficiaire de l'accueil à surmonter et améliorer les situations critiques dans lesquelles il se trouve. A cette fin, le travailleur social fournit la documentation, les conseils et la guidance sociale à l'intéressé, le cas échéant en l'orientant vers des services externes. Les missions du travailleur social incluent également l'évaluation des besoins spécifiques du bénéficiaire de l'accueil et, le cas échéant, la proposition de modifier le lieu obligatoire d'inscription.

Le Roi détermine les qualifications du travailleur social.

Art. 32. Un dossier social, auquel le bénéficiaire de l'accueil a accès, est constitué et tenu à jour par le travailleur social.

En cas de désignation du lieu obligatoire d'inscription conformément à l'article 11, § 2, et de modification du lieu obligatoire d'inscription conformément à l'article 12, ce dossier est transmis au nouveau lieu désigné.

Une copie du dossier social est remise au bénéficiaire de l'accueil, quand celui-ci en fait la demande.

Sous-section IV. — Aide juridique

Art. 33. L'Agence ou le partenaire veille à ce que le bénéficiaire de l'accueil ait un accès effectif à l'aide juridique de première et de deuxième ligne, telle que visée aux articles 508/1 à 508/23 du Code judiciaire.

A cette fin, l'Agence ou le partenaire peut conclure des conventions avec des associations ayant pour objet la défense des droits des étrangers ou avec les bureaux d'aide juridique.

Section V. — Allocation journalière et services communautaires

Art. 34. Le bénéficiaire de l'accueil résidant dans une structure d'accueil a droit à une allocation journalière.

L'Agence ou le partenaire organise, pour les structures d'accueil, le paiement d'une allocation journalière fixée par semaine et par personne.

L'Agence ou le partenaire organise également la prestation de services communautaires par les bénéficiaires de l'accueil dans les structures communautaires, sans préjudice de la possibilité pour les bénéficiaires de l'accueil d'exercer du volontariat conformément à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Par service communautaire, on entend toute prestation effectuée par le bénéficiaire de l'accueil dans la structure communautaire, au profit de la communauté des bénéficiaires de l'accueil résidant dans celle-ci ou effectuée dans le cadre d'une activité, organisée par la structure précitée ou pour laquelle celle-ci est partenaire, qui concourt à son intégration dans son environnement local et pour laquelle peut lui être versée une majoration de son allocation journalière.

La prestation du service communautaire n'est pas considérée comme un contrat de travail ni comme une prestation de travail; l'octroi d'une allocation journalière majorée n'est pas non plus considéré comme une rémunération.

Onderafdeling III. — Maatschappelijke begeleiding

Art. 31. § 1. De begunstigde van de opvang heeft recht op een geïndividualiseerde en permanente maatschappelijke begeleiding verstrekt door een maatschappelijk werker gedurende de volledige duur van zijn verblijf in de opvangstructuur.

Hiertoe waarborgt iedere opvangstructuur aan de begunstigde van de opvang een effectieve toegang tot een sociale dienst en wijst hem een maatschappelijk werker als referentiepersoon aan.

§ 2. De maatschappelijke begeleiding bestaat onder meer uit het informeren van de begunstigde van de opvang over de toegang tot de materiële hulp en haar concrete uitwerking, over het dagelijks leven in een opvangstructuur, over de activiteiten waartoe hij toegang heeft, over de fases van de asielprocedure met inbegrip van de eventuele juridictionele beroepen en de gevolgen van de daden die hij in dit verband stelt alsook over de inhoud en het belang van de programma's van vrijwillige terugkeer. De maatschappelijke begeleiding bestaat er eveneens uit de begunstigde van de opvang te begeleiden bij de uitvoering van zijn administratieve handelingen, meer bepaald deze die gesteld worden in het kader van de overgang van de materiële hulp naar de maatschappelijke hulp die wordt verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De opdrachten van de maatschappelijk werker bestaan er onder meer uit de begunstigde van de opvang te helpen bij het te boven komen en verbeteren van de noodsituaties waarin hij zich bevindt. Hiertoe verstrekt hij de informatie, raadgevingen en verzekert hij de maatschappelijke begeleiding aan de betrokkene, eventueel door hem door te verwijzen naar externe diensten. De opdrachten van de maatschappelijk werker omvatten eveneens de evaluatie van de specifieke behoeften van de begunstigde van de opvang en, desgevallend, het voorstel tot wijziging van de verplichte plaats van inschrijving.

De Koning bepaalt de kwalificaties van de maatschappelijk werker.

Art. 32. Er wordt een sociaal dossier opgesteld waartoe de begunstigde van de opvang toegang heeft en dat actueel gehouden wordt door de maatschappelijk werker.

In geval van toewijzing van de verplichte plaats van inschrijving overeenkomstig artikel 11, § 2, en wijziging van deze verplichte plaats van inschrijving overeenkomstig artikel 12, wordt dit dossier overgezonden aan de nieuwe plaats van inschrijving.

Een kopie van het sociaal dossier wordt aan de begunstigde van de opvang gegeven indien deze daarom verzoekt.

Onderafdeling IV. — Juridische hulp

Art. 33. Het Agentschap of de partner ziet erop toe dat de begunstigde van de opvang effectief toegang heeft tot juridische eerstelijns- en tweedelijnsbijstand, zoals bedoeld in de artikels 508/1 tot 508/23 van het Gerechtelijk wetboek.

Hiertoe kan het Agentschap of de partner overeenkomsten afsluiten met verenigingen die het verdedigen van de rechten van vreemdelingen tot doel hebben, of met bureaus voor juridische bijstand.

Afdeling V. — Dagvergoeding en gemeenschapsdiensten

Art. 34. De begunstigde van de opvang die verblijft in een opvangstructuur heeft recht op een dagvergoeding.

Het Agentschap of de partner organiseert, voor de opvangstructuren, de betaling van een dagvergoeding die per week en per persoon wordt vastgelegd.

Onverminderd de mogelijkheid voor begunstigten van de opvang om vrijwilligerswerk te verrichten overeenkomstig de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, organiseert het Agentschap of de partner eveneens het verrichten van gemeenschapsdiensten door de begunstigten van de opvang in de collectieve opvangstructuren.

Onder gemeenschapsdienst wordt elke prestatie verstaan die door de begunstigde van de opvang wordt verricht in de collectieve structuur ten voordele van de gemeenschap van de begunstigten van de opvang die in de betreffende opvangstructuur verblijven of in het kader van een activiteit die door of in samenwerking met voornoemde structuur georganiseerd wordt en die bijdraagt tot de integratie van de opvangstructuur in de lokale omgeving en waarvoor de begunstigde van de opvang een verhoging van zijn dagvergoeding uitbetaald kan krijgen.

Het verrichten van de gemeenschapsdienst wordt niet als een arbeidsovereenkomst of een arbeidsprestatie beschouwd en de toekenning van de verhoging van de dagvergoeding wordt evenmin als een bezoldiging gezien.

La majoration d'une allocation journalière versée au bénéficiaire de l'accueil est calculée sur la base d'un tarif forfaitaire fixé par la structure d'accueil communautaire et variant selon le type de prestation. Ce tarif forfaitaire est préalablement approuvé par l'Agence. Les prestations sont effectuées sur une base volontaire par les bénéficiaires de l'accueil sous l'encadrement d'un membre du personnel de la structure d'accueil communautaire qui aura été désigné à cette fin par sa hiérarchie et qui veillera à ce que les bénéficiaires de l'accueil aient la possibilité de participer sur une base équitable à ces prestations. L'identité de ces membres du personnel est communiquée à l'Agence.

Le Roi fixe les montants relatifs à l'allocation journalière et le montant mensuel maximal de leur majoration en fonction des services communautaires prestés ainsi que les conditions dans lesquelles ces services communautaires sont exécutés.

Section VI. — Formations

Art. 35. Sans préjudice du respect des règles régissant l'accès à la formation professionnelle, des cours et des formations organisés par la structure d'accueil ou par des tiers sont proposés au bénéficiaire de l'accueil.

CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques applicables aux personnes vulnérables et aux mineurs

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 36. Afin de répondre aux besoins spécifiques de personnes vulnérables telles que les mineurs, les mineurs non accompagnés, les parents isolés accompagnés de mineurs, les femmes enceintes, les personnes ayant un handicap, les victimes de la traite des êtres humains, les personnes victimes de violence ou de tortures ou encore les personnes âgées, l'Agence ou le partenaire conclut des conventions avec des institutions ou associations spécialisées.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire de l'accueil est hébergé dans une de ces institutions ou associations, l'Agence ou le partenaire veillera à ce que le suivi administratif et social avec le lieu désigné comme lieu obligatoire d'inscription soit assuré et que le bénéfice de l'aide matérielle soit garanti.

Section II. — Les mineurs

Art. 37. Dans toutes les décisions concernant le mineur, l'intérêt supérieur du mineur prime.

Art. 38. Le mineur est logé avec ses parents ou avec la personne exerçant sur lui l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé.

Art. 39. Les mineurs victimes de toute forme d'abus, de négligence, d'exploitation, de torture, de traitements cruels, inhumains et dégradants, ou de conflits armés, ont droit au soutien qualifié et à l'accès aux soins de santé mentale et aux services de réadaptation.

Art. 40. Un encadrement approprié est assuré aux mineurs non accompagnés durant une phase d'observation et d'orientation dans un centre désigné à cet effet.

Le Roi détermine le régime et les règles de fonctionnement applicables aux centres d'observation et d'orientation.

Art. 41. § 1^{er}. Un centre d'observation et d'orientation accueille les mineurs non accompagnés qui n'ont pas accès au territoire en application de l'article 3 ou de l'article 52, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans l'attente de l'exécution éventuelle de la décision de refoulement. Ce centre est dans ce cas assimilé à un lieu déterminé situé aux frontières.

§ 2. L'étranger qui se déclare mineur et au sujet duquel il n'existe aucun doute quant à sa minorité est accueilli dans un centre d'observation et d'orientation dès son arrivée à la frontière.

Pour l'étranger qui se déclare mineur et au sujet duquel les autorités chargées du contrôle aux frontières émettent un doute quant à sa minorité, la détermination de l'âge doit avoir lieu dans les trois jours ouvrables de son arrivée à la frontière. Lorsque cet examen ne peut avoir lieu en raison de circonstances imprévisibles endéans ce délai, celui-ci peut être prolongé exceptionnellement de trois jours ouvrables.

De verhoging van de dagvergoeding van de begunstigde van de opvang wordt berekend op basis van een forfaitair tarief dat vastgelegd wordt door de collectieve opvangstructuur en dat varieert naargelang van de aard van de prestatie. Dit forfaitaire tarief wordt voorafgaandelijk goedgekeurd door het Agentschap. De prestaties worden vrijwillig verricht door de begunstigten van de opvang onder toezicht van een personeelslid van de collectieve opvangstructuur. Het betreffende personeelslid wordt hiertoe aangesteld door zijn meerdere en ziet erop toe dat de begunstigten van de opvang gelijke kansen krijgen om deel te nemen aan de gemeenschapsdiensten. De identiteit van de betrokken personeelsleden wordt meegedeeld aan het Agentschap.

De Koning legt de bedragen vast van de dagvergoeding en het maandelijks maximumbedrag van de verhoging ervan in functie van de geleverde gemeenschapsdiensten, evenals de voorwaarden voor de uitvoering van de gemeenschapsdiensten.

Afdeling VI. — Opleidingen

Art. 35. Onverminderd de naleving van de regels inzake de toegang tot beroepsopleidingen worden er cursussen en opleidingen voorgesteld aan de begunstigde van de opvang die door de opvangstructuur of door derden georganiseerd worden.

HOOFDSTUK II. — Specifieke bepalingen betreffende kwetsbare personen en minderjarigen

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 36. Om tegemoet te komen aan de specifieke behoeften van kwetsbare personen zoals minderjarigen, niet-begeleide minderjarigen, alleenstaande ouders vergezeld van minderjarigen, zwangere vrouwen, personen met een handicap, slachtoffers van mensenhandel, slachtoffers van geweld of foltering of ouderen, sluit het Agentschap of de partner overeenkomsten af met gespecialiseerde instellingen of verenigingen.

Indien de begunstigde van de opvang in één van deze instellingen of bij één van deze verenigingen gehuisvest wordt, zal het Agentschap of de partner erop toezien dat de administratieve en sociale opvolging vanuit de plaats die als verplichte plaats van inschrijving toegewezen is, verzekerd blijft en dat de materiële hulp gewaarborgd is.

Afdeling II. — De minderjarigen

Art. 37. Bij alle beslissingen met betrekking tot de minderjarige primeert het hoogste belang van de minderjarige.

Art. 38. De minderjarige wordt gehuisvest bij zijn ouders of bij de persoon die het ouderlijk gezag of de voogdij over hem uitoefent op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht.

Art. 39. De minderjarige slachtoffers van eender welke vorm van misbruik, verwaarlozing, uitbuiting, foltering, wrede, onmenselijke en vernederende behandelingen, of van gewapende conflicten, hebben recht op deskundige ondersteuning en krijgen toegang tot de geestelijke gezondheidszorg en tot de revalidatiediensten.

Art. 40. Een aangepaste omkadering wordt verzekerd aan de niet-begeleide minderjarigen gedurende een observatie- en oriëntatiefase in een daartoe aangeduid centrum.

De Koning bepaalt het regime en de werkingsregels die van toepassing zijn op de observatie- en oriëntatiecentra.

Art. 41. § 1. Een observatie- en oriëntatiecentrum vangt de niet-begeleide minderjarigen op die geen toegang hebben tot het grondgebied in toepassing van artikel 3 of artikel 52, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in afwachting van de eventuele uitvoering van de teruggedrijvingsbeslissing. Dit centrum is in dit geval gelijkgesteld aan een welbepaalde plaats gesitueerd in het grensgebied.

§ 2. De vreemdeling die verklaart minderjarig te zijn en over dewelke er geen twijfel bestaat aangaande zijn minderjarigheid, wordt in een observatie- en oriëntatiecentrum opgevangen vanaf zijn aankomst aan de grens.

Voor de vreemdeling die verklaart minderjarig te zijn en met betrekking tot dewelke de met de grenscontrole belaste autoriteiten twijfel uiten aangaande zijn minderjarigheid, moet de bepaling van de leeftijd plaatsvinden binnen de drie werkdagen na zijn aankomst aan de grens. Indien wegens onvoorziene omstandigheden dit onderzoek niet kan plaatsvinden binnen deze termijn, kan deze uitzonderlijk verlengd worden met drie werkdagen.

§ 3. Le mineur non accompagné est accueilli dans un centre d'observation et d'orientation dans un délai de vingt-quatre heures maximum qui suit, soit, l'arrivée à la frontière pour le mineur visé au § 2, alinéa 1^{er}, soit, la notification de la décision relative à la détermination de l'âge à l'intéressé, pour le mineur visé au § 2, alinéa 2, et ce pour une durée de quinze jours maximum pouvant être prolongée de cinq jours en cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées.

Durant la période visée à l'alinéa précédent, le mineur n'est pas considéré comme ayant été autorisé à entrer dans le royaume.

§ 4. La décision relative à la détermination de l'âge est notifiée au tuteur et aux autorités compétentes en matière d'asile, d'accès au territoire, de séjour et d'éloignement des étrangers en même temps que sa notification à l'intéressé.

§ 5. Si la décision de refoulement ne peut être exécutée endéans le délai de 15 jours visé au § 3, le mineur non accompagné est autorisé à entrer sur le territoire.

Art. 42. Le personnel des structures d'accueil chargé des mineurs non accompagnés reçoit une formation appropriée.

TITRE II. — De la transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale octroyée par les centres publics d'action sociale

Art. 43. Lorsque l'une des hypothèses visées à l'article 8, § 1^{er}, est rencontrée, l'aide sociale est octroyée par les centres publics d'action sociale conformément à la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

Dans le cadre de la transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale octroyée par les centres publics d'action sociale, le Roi fixe les conditions du maintien de l'aide matérielle nonobstant la situation visée à l'alinéa précédent ainsi que les modalités de collaboration entre la structure d'accueil et le centre public d'action sociale devant garantir au bénéficiaire de l'accueil la continuité de l'accueil.

TITRE III. — Mesures d'ordre et sanctions

CHAPITRE I^{er}. — Mesures d'ordre

Art. 44. Afin de garantir et, si nécessaire, de rétablir l'ordre, la sécurité et la tranquillité dans la structure d'accueil, des mesures d'ordre interne peuvent être prises.

Le Roi fixe les mesures d'ordre pouvant être prises à l'encontre d'un résident, les règles de procédure applicables ainsi que l'autorité habilitée à les prendre.

CHAPITRE II. — Sanctions

Art. 45. Le bénéficiaire de l'accueil peut faire l'objet d'une sanction en cas de manquement grave au régime et règles de fonctionnement applicables aux structures d'accueil visées à l'article 19. Lors du choix de la sanction, il est tenu compte de la nature et de l'importance du manquement ainsi que des circonstances concrètes dans lesquelles il a été commis.

Seules les sanctions suivantes peuvent être prononcées :

1° l'avertissement formel avec mention dans le dossier social visé à l'article 32;

2° l'exclusion temporaire de la participation aux activités organisées par la structure d'accueil;

3° l'exclusion temporaire de la possibilité d'exécuter des prestations rémunérées de services communautaires, telles que visées par l'article 34;

4° la restriction de l'accès à certains services;

5° l'obligation d'effectuer des tâches d'intérêt général, dont la non-exécution ou l'exécution défectueuse peut être considérée comme un nouveau manquement;

6° le transfert, sans délai, du bénéficiaire de l'accueil, vers une autre structure d'accueil.

Les sanctions sont infligées par le directeur ou le responsable de la structure d'accueil.

Les sanctions peuvent être diminuées ou levées durant leur exécution par l'autorité qui les a infligées.

§ 3. De niet-begeleide minderjarige wordt opgevangen in een observatie- en oriëntatiecentrum binnen een termijn van hoogstens 24 uur volgend op, hetzij de aankomst aan de grens wat betreft de minderjarige bedoeld in § 2, eerste lid, hetzij, de betekening van de beslissing betreffende de bepaling van de leeftijd aan de betrokkene wat betreft de minderjarige bedoeld in § 2, tweede lid, dit voor een duur van hoogstens 15 dagen, die kan worden verlengd met 5 dagen in geval van behoorlijk gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden.

Tijdens de periode bepaald in het vorig lid wordt de minderjarige niet beschouwd als zijnde gemachtigd om het rijk binnen te komen.

§ 4. De beslissing betreffende de bepaling van de leeftijd wordt betekend aan de voogd en aan de overheden bevoegd voor asiel, toegang tot het grondgebied, verblijf en verwijdering van vreemdelingen, gelijktijdig met haar betekening aan betrokkene.

§ 5. Indien de terugdrijvingsmaatregel niet kan uitgevoerd worden binnen de termijn van 15 dagen bedoeld in § 3, wordt de niet-begeleide minderjarige gemachtigd tot het grondgebied toe te treden.

Art. 42. Het personeel van de opvangstructuren dat met de opvang van niet-begeleide minderjarigen belast is, krijgt een aangepaste opleiding.

TITEL II. — Overschakeling van materiële hulp naar maatschappelijke dienstverlening verstrekt door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Art. 43. Wanneer men zich in één van de in artikel 8, § 1, bedoelde hypothesen bevindt, wordt de maatschappelijke dienstverlening toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

In het kader van de overgang van de materiële hulp naar de maatschappelijke dienstverlening toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn legt de Koning de voorwaarden vast voor het behoud van de materiële hulp niettegenstaande de in voorgaande lid bedoelde situatie, evenals de nadere regels van de samenwerking tussen de opvangstructuur en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die aan de begunstigde van de opvang de continuïteit van de opvang dient te waarborgen.

TITEL III. — Ordemaatregelen en sancties

HOOFDSTUK I. — Ordemaatregelen

Art. 44. Om de orde, de veiligheid en de rust in een opvangstructuur te waarborgen en indien nodig te herstellen, kunnen er interne ordemaatregelen genomen worden.

De Koning legt de ordemaatregelen vast die ten aanzien van een bewoner genomen kunnen worden en bepaalt welke de van toepassing zijnde procedureregels zijn en welke overheden gemachtigd zijn om de ordemaatregelen te nemen.

HOOFDSTUK II. — Sancties

Art. 45. Ingeval de begunstigde van de opvang een ernstige overtreding begaat van de voorschriften en werkingsregels die van toepassing zijn op de opvangstructuren bedoeld in artikel 19 kan er hem een sanctie opgelegd worden. Bij de keuze van de sanctie wordt er rekening gehouden met de aard en de omvang van de overtreding evenals met de concrete omstandigheden waarin deze werd begaan.

Enkel de volgende sancties mogen worden opgelegd :

1° de formele verwittiging met vermelding in het sociaal dossier bedoeld in artikel 32;

2° de tijdelijke uitsluiting van deelname aan de activiteiten georganiseerd door de opvangstructuur;

3° de tijdelijke uitsluiting van de mogelijkheid tot het verrichten van betaalde prestaties van gemeenschapsdiensten zoals bedoeld in artikel 34;

4° de beperking van de toegang tot sommige diensten;

5° de verplichting om taken van algemeen nut te verrichten, waarvan de niet-uitvoering of de gebrekkige uitvoering als een nieuwe overtreding beschouwd kan worden;

6° de overplaatsing, zonder verwijl, van de begunstigde van de opvang naar een andere opvangstructuur.

De sancties worden opgelegd door de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur.

De sancties kunnen tijdens hun uitvoering verminderd of opgeheven worden door de instantie die ze heeft opgelegd.

La décision d'infliger une sanction est prise de manière objective et impartiale et fait l'objet d'une motivation.

En aucun cas, la mise en œuvre d'une sanction ne peut avoir pour effet la suppression complète de l'aide matérielle octroyée en vertu de la présente loi, ni la diminution de l'accès à l'accompagnement médical.

Le Roi détermine les règles de procédure applicables au traitement des sanctions.

CHAPITRE III. — *Plaintes et recours*

Art. 46. Le bénéficiaire de l'accueil s'adresse au directeur ou au responsable de la structure d'accueil en cas de plaintes portant sur :

— les conditions de vie au sein de la structure d'accueil

— l'application du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 19 de la présente loi.

Si la plainte n'est pas traitée dans un délai de 7 jours à compter de la communication de la plainte, le bénéficiaire de l'accueil peut adresser sa plainte par écrit au directeur général de l'Agence, ou à la personne désignée à cet effet par le partenaire et agréée par l'Agence. Le directeur général de l'Agence, ou la personne désignée par le partenaire, répond à cette plainte dans les 30 jours.

Le Roi détermine les règles de procédure applicables au traitement des plaintes.

Art. 47. § 1^{er}. Le bénéficiaire de l'accueil logé dans une structure d'accueil gérée par l'Agence ou un partenaire peut introduire un recours en révision contre toute décision lui infligeant une sanction telle que visée à l'article 45, 4^o, 5^o ou 6^o, ainsi que contre toute décision relative à l'accompagnement médical telle que visée à l'article 25, § 5, de la présente loi.

Le recours contre une sanction visée à l'article 45, 4^o, 5^o ou 6^o est introduit auprès du directeur général de l'Agence, auprès de la personne désignée par le partenaire et agréée par l'Agence, ou auprès du Conseil de l'aide sociale lorsqu'il s'agit d'une structure visée à l'article 64 de la présente loi, par simple courrier dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la notification au bénéficiaire de l'accueil de la décision visée à l'alinéa 1^{er}. Le bénéficiaire transmet immédiatement une copie du recours à la structure d'accueil.

Le recours doit être introduit dans une des langues nationales ou en anglais.

Tout recours contre une décision relative à l'accompagnement médical telle que visée à l'article 25, § 5 de la présente loi, est introduit auprès du directeur général de l'Agence ou auprès du Conseil de l'aide sociale lorsqu'il s'agit d'une structure visée à l'article 64 de la présente loi.

Le directeur général, la personne désignée par le partenaire ou le Conseil de l'aide sociale, confirme, annule ou revoit la décision dans les 30 jours à compter de l'introduction du recours en révision. Pour le recours relatif à l'accompagnement médical et introduit auprès du directeur général de l'Agence l'avis préalable d'un médecin est requis.

Le directeur général, la personne désignée par le partenaire, ou le Conseil de l'aide sociale, peut, s'il l'estime nécessaire, suspendre la décision attaquée pendant l'examen du recours.

Le directeur général, la personne désignée par le partenaire, ou le Conseil de l'aide sociale, entend, s'il l'estime nécessaire, les personnes concernées par le recours.

Le directeur général, la personne désignée par le partenaire, ou le Conseil de l'aide sociale, motive sa décision.

Si le directeur général, la personne désignée par le partenaire, ou le Conseil de l'aide sociale confirme ou revoit la décision attaquée, ou en cas d'absence d'une décision relative au recours dans le délai prescrit, le bénéficiaire de l'accueil peut introduire un recours devant le Tribunal du Travail du lieu de la structure d'accueil. Sous peine de déchéance ce recours doit être introduit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision du directeur général, de la personne désignée par le partenaire, ou du Conseil de l'aide sociale, ou à compter de l'expiration du délai prescrit.

De beslissing om een sanctie op te leggen wordt op een objectieve en onpartijdige wijze genomen en maakt het voorwerp uit van een motivering.

In geen geval kan de uitvoering van een sanctie de volledige opheffing van de materiële hulp die krachtens de huidige wet toegekend wordt tot gevolg hebben, noch de vermindering van de toegang tot de medische begeleiding.

De Koning bepaalt de procedureregels die van toepassing zijn op de behandeling van de sancties.

HOOFDSTUK III. — *Klachten en Beroep*

Art. 46. De begunstigde van de opvang wendt zich tot de directeur of de verantwoordelijke van de opvangstructuur ingeval hij klachten heeft met betrekking tot :

— de levensomstandigheden in de opvangstructuur

— de toepassing van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 19 van deze wet.

Ingeval de klacht niet behandeld wordt binnen een termijn van 7 dagen na het bekendmaken van de klacht, kan de begunstigde van de opvang de klacht schriftelijk voorleggen aan de directeur-generaal van het Agentschap, of aan de door de partner aangewezen en door het Agentschap erkende persoon. De directeur-generaal van het Agentschap of de door de partner aangewezen persoon antwoordt op deze klacht binnen de 30 dagen.

De Koning bepaalt de procedureregels die van toepassing zijn op de behandeling van de klachten.

Art. 47. § 1. De begunstigde van de opvang gehuisvest in een opvangstructuur beheerd door het Agentschap of een partner kan een beroep tot herziening instellen tegen elke beslissing die hem een in artikel 45, 4^o, 5^o of 6^o, opgesomde sanctie oplegt, alsook tegen elke beslissing met betrekking tot de medische begeleiding, zoals bedoeld in artikel 25, § 5, van deze wet.

Het beroep tegen een in artikel 45, 4^o, 5^o of 6^o, bedoelde sanctie wordt ingesteld bij de directeur-generaal van het Agentschap, bij de door de partner aangewezen en door het Agentschap erkende persoon, of bij de O.C.M.W.-Raad ingeval van een structuur bedoeld in artikel 64 van deze wet, per gewone post binnen een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de betekening aan de begunstigde van de opvang van de beslissing bedoeld in het eerste lid. De begunstigde van de opvang bezorgt onmiddellijk aan de opvangstructuur een kopie van het beroep.

Het beroep moet ingediend worden in één van de landstalen of in het Engels.

Elk beroep tegen een beslissing met betrekking tot de medische begeleiding zoals bedoeld in artikel 25, § 5 van deze wet wordt ingediend bij de directeur-generaal van het Agentschap of bij de O.C.M.W.-Raad ingeval van een structuur bedoeld in artikel 64 van deze wet.

De directeur-generaal, de door de partner aangewezen persoon of de O.C.M.W.-Raad bevestigt, vernietigt of herzielt de beslissing binnen de 30 dagen te rekenen vanaf de indiening van het beroep tot herziening. Voor het beroep dat betrekking heeft op de medische begeleiding, en dat wordt ingediend bij de directeur-generaal van het Agentschap, is het voorafgaand advies van een arts vereist.

De directeur-generaal, de door de partner aangewezen persoon, of de O.C.M.W.-Raad kan, indien hij dit nodig acht, de aangevochten beslissing opschorten tijdens de behandeling van het beroep.

De directeur-generaal, de door de partner aangewezen persoon, of de O.C.M.W.-Raad hoort, indien hij dit nodig acht, de bij het beroep betrokken personen.

De directeur-generaal, de door de partner aangewezen persoon, of de O.C.M.W.-Raad motiveert zijn beslissing.

Indien de directeur-generaal, de door de partner aangewezen persoon, of de O.C.M.W.-Raad de aangevochten beslissing bevestigt of herzielt, of bij afwezigheid van beslissing aangaande het beroep binnen de voorgeschreven termijn, kan de begunstigde van de opvang hiertegen een beroep indienen bij de Arbeidsrechtbank van de plaats van de opvangstructuur. Op straffe van verval dient dit beroep ingediend te worden binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de betekening van de beslissing van de directeur-generaal, de door de partner aangewezen persoon, of de O.C.M.W.-Raad, of vanaf het verstrijken van de voorgeschreven termijn.

Art. 48. L'Agence présente au ministre chaque année un rapport relatif aux plaintes et aux recours.

TITRE IV. — Des membres du personnel des structures d'accueil

Art. 49. Sans préjudice de l'article 458 du Code pénal, les membres du personnel des structures d'accueil sont tenus par un devoir de confidentialité. Celui-ci s'applique notamment aux informations portées à la connaissance d'un membre du personnel de la structure d'accueil par tout bénéficiaire de l'accueil accueilli en son sein et aux initiatives qu'un membre du personnel de la structure d'accueil entreprend dans le cadre des missions confiées à ladite structure d'accueil.

Art. 50. Les membres du personnel des structures d'accueil sont soumis à un code de déontologie arrêté par le ministre et faisant partie du règlement du travail.

Le code de déontologie visé à l'alinéa 1^{er} garantit notamment le respect du principe de non-discrimination, de la correspondance du bénéficiaire de l'accueil, de ses convictions philosophiques, religieuses ou politiques, de son droit à la vie privée et familiale ainsi que de son droit à la liberté d'expression. Il contient également des règles relatives à l'objet et aux missions du travail au sein de la structure d'accueil, à la nature des relations entre les membres du personnel des structures d'accueil et le bénéficiaire de l'accueil ainsi qu'au respect du devoir de confidentialité.

Art. 51. L'Agence ou le partenaire organise un cycle de formation pluridisciplinaire et continue à destination des membres du personnel des structures d'accueil.

TITRE V. — Intégration des structures d'accueil communautaires dans l'environnement local et subsides aux communes

Art. 52. A l'exception des structures visées à l'article 64, les structures d'accueil communautaires organisent des initiatives de quartier au moyen de subventions octroyées par l'Agence.

Par initiative de quartier, on entend l'action visant à l'intégration de la structure communautaire dans son environnement et à la création d'une perception positive de l'accueil des demandeurs d'asile au sein de la société.

Des subventions sont octroyées aux structures d'accueil communautaires en vue de la réalisation des objectifs suivants :

- 1° intégrer la structure d'accueil communautaire dans son environnement local;
- 2° fournir une information correcte sur le fonctionnement de la structure d'accueil communautaire;
- 3° promouvoir des actions de sensibilisation relatives à l'accueil des demandeurs d'asile.

Le montant de ces subventions est composé d'un montant fixe auquel est ajouté le montant obtenu sur la base du calcul du nombre de places d'accueil au sein de la structure d'accueil communautaire.

Art. 53. Le ministre octroie un subside annuel aux communes sur le territoire desquelles une structure d'accueil communautaire est située.

Ce subside a pour but de couvrir les frais suivants :

- 1° les frais de personnel directement liés au suivi administratif de la structure d'accueil communautaire;
- 2° les frais de fonctionnement directement ou indirectement liés au suivi administratif de la structure d'accueil communautaire; les frais indirects étant justifiés par une clé de répartition;
- 3° les initiatives communales qui promeuvent l'intégration de la structure d'accueil communautaire dans la commune.

Le ministre détermine au début de l'année le subside dû aux communes pour l'année précédente. Le montant du subside est fixé forfaitairement par an et par place d'accueil effective. Afin de tenir compte des fluctuations dans le nombre de places d'accueil disponibles pendant cette période, pour chaque structure d'accueil communautaire, ce nombre est déterminé le premier jour de chaque mois. Une diminution temporaire, pour cause de transformations ou d'aménagements, ne sera pas prise en considération.

Art. 48. Het Agentschap stelt aan de minister jaarlijks een verslag voor met betrekking tot de klachten en de beroepen.

TITEL IV. — Personeelsleden van de opvangstructuren

Art. 49. Onverminderd artikel 458 van het Strafwetboek, zijn de personeelsleden van de opvangstructuren gebonden door een geheimhoudingsplicht. Deze is met name van toepassing op de informatie die aan een personeelslid van de opvangstructuur verstrekt wordt door elke begunstigde van de opvang die in deze opvangstructuur opgevangen wordt en op de initiatieven die een personeelslid van de opvangstructuur neemt in het kader van de taken die aan de genoemde opvangstructuur zijn toevertrouwd.

Art. 50. De personeelsleden van de opvangstructuren zijn onderworpen aan een deontologische code die door de minister is vastgelegd en die deel uitmaakt van het arbeidsreglement.

De deontologische code bedoeld in het eerste lid waarborgt met name de eerbiediging van het non-discriminatiebeginsel, van de briefwisseling van de begunstigde van de opvang, van zijn filosofische, godsdienstige of politieke overtuiging, zijn recht op een privé- en een gezinsleven en zijn recht op vrije meningsuiting. De code bevat eveneens regels met betrekking tot het voorwerp en de taken van een arbeidsbetrekking in de opvangstructuur, de aard van de relaties tussen de personeelsleden van de opvangstructuren en de begunstigde van de opvang alsook de eerbiediging van de geheimhoudingsplicht.

Art. 51. Het Agentschap of de partner organiseert een multidisciplinaire doorlopende opleidingscyclus die bestemd is voor de personeelsleden van de opvangstructuren.

TITEL V. — Integratie van collectieve opvangstructuren in de lokale omgeving en subsidies aan de gemeenten

Art. 52. Met uitzondering van de structuren bedoeld in artikel 64, organiseren de collectieve opvangstructuren buurtinitiatieven met behulp van subsidies die door het Agentschap toegekend worden.

Onder een buurtinitiatief wordt een activiteit bedoeld die tot doel heeft de collectieve opvangstructuur in de omgeving te integreren en een positief beeld te scheppen van het opvangbeleid voor asielzoekers in de samenleving.

Subsidies worden aan de collectieve opvangstructuren toegekend met het oog op de verwezenlijking van de volgende doelstellingen :

- 1° integratie van de collectieve opvangstructuur in haar lokale omgeving;
- 2° correcte informatie verschaffen inzake de werking van de collectieve opvangstructuur;
- 3° sensibiliseringsacties bevorderen met betrekking tot de opvang van asielzoekers.

Het bedrag van deze subsidies bestaat uit een vast bedrag vermeerderd met het bedrag dat bekomen wordt op basis van de berekening van het aantal opvangplaatsen binnen de collectieve opvangstructuur.

Art. 53. De minister kent een jaarlijkse subsidie toe aan de gemeenten op wiens grondgebied er een collectieve opvangstructuur gelegen is.

Deze subsidie beoogt de volgende kosten te dekken :

- 1° de personeelskosten die rechtstreeks verband houden met het administratieve beheer van de collectieve opvangstructuur;
- 2° de werkingskosten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met het administratieve beheer van de collectieve opvangstructuur; de onrechtstreekse kosten worden aan de hand van een verdelingsleutel verantwoord;
- 3° de gemeentelijke initiatieven die de integratie van de collectieve opvangstructuur binnen de gemeente bevorderen.

De minister bepaalt in het begin van het jaar de subsidie die aan de gemeenten verschuldigd is voor het voorbije jaar. Het bedrag van de subsidie wordt forfaitair per jaar en per effectieve opvangplaats bepaald. Ten einde rekening te houden met de schommelingen in het aantal plaatsen die gedurende deze periode beschikbaar zijn voor elke collectieve opvangstructuur, wordt dit aantal de eerste dag van elke maand bepaald. Met een tijdelijke vermindering, om reden van verbouwingen of inrichting, wordt geen rekening gehouden.

TITRE VI. — Programme de retour volontaire dans l'Etat d'origine ou dans un Etat tiers

Art. 54. L'Agence veille à ce que le bénéficiaire de l'accueil ait accès à un programme de retour volontaire dans son pays d'origine ou dans un pays tiers.

Ce programme ainsi que le cadre dans lequel il s'opère sont définis par le Roi. Il consiste notamment en des modules de formations adaptés ainsi que la prise en charge des frais de voyage et, le cas échéant, d'un accompagnement à la réinsertion dans l'Etat d'origine ou dans un Etat tiers.

A cette fin, l'Agence peut conclure des conventions avec des tiers.

LIVRE IV. — L'AGENCE FEDERALE POUR L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

TITRE I^{er}. — Statut, missions et compétences

Art. 55. Il est créé, sous la dénomination «Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile», un organisme public doté de la personnalité juridique, classé dans la catégorie A telle que visée dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la structure, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence. L'Agence peut, pour tous ses besoins en personnel en vue d'accomplir les missions qui lui ont été attribuées, engager du personnel par contrat de travail.

Art. 56. § 1^{er}. L'Agence a notamment pour mission d'assurer l'organisation, la gestion et le contrôle de la qualité de l'aide matérielle octroyée aux bénéficiaires de l'accueil.

Elle peut octroyer des subventions en relation avec ses missions.

§ 2. Dans le cadre des missions visées au § 1^{er}, l'Agence exerce les compétences suivantes :

1° l'octroi de l'aide matérielle aux bénéficiaires de l'accueil au sein des structures d'accueil communautaires qu'elle gère;

2° le contrôle de l'exécution des conventions relatives à l'octroi de l'aide matérielle aux bénéficiaires de l'accueil avec les partenaires, conclues conformément à l'article 64;

3° la désignation, la modification et la suppression du lieu obligatoire d'inscription, conformément au Livre II;

4° l'organisation du paiement d'une allocation journalière et de la prestation de services communautaires conformément à l'article 34.

Art. 57. Conformément à l'article 43, l'Agence veille à assurer la continuité de l'accueil lors de la transition de l'aide matérielle octroyée au demandeur d'asile vers l'aide sociale octroyée par les centres publics d'action sociale.

Art. 58. L'Agence est en outre chargée de la coordination du retour volontaire, tant des bénéficiaires de l'accueil que des autres étrangers.

Art. 59. L'Agence est chargée de l'octroi de l'aide matérielle aux mineurs non accompagnés dans le cadre de la phase d'observation et d'orientation.

Art. 60. L'Agence est chargée de l'octroi de l'aide matérielle aux mineurs séjournant avec leurs parents illégalement sur le territoire et dont l'état de besoin a été constaté par un centre public d'action sociale, lorsque les parents ne sont pas en mesure d'assumer leur devoir d'entretien.

Cette aide matérielle est octroyée dans les structures d'accueil gérées par l'Agence.

Le Roi détermine les modalités d'octroi de cette aide matérielle.

Art. 61. L'Agence est l'autorité responsable pour le Fonds européen des réfugiés.

TITEL VI. — Programma voor vrijwillige terugkeer naar het land van herkomst of naar een derde land

Art. 54. Het Agentschap ziet erop toe dat de begunstigde van de opvang, toegang krijgt tot een programma voor vrijwillige terugkeer naar zijn land van herkomst of naar een derde land.

Dit programma evenals het kader waarbinnen het uitgevoerd wordt, worden vastgelegd door de Koning. Het bestaat onder meer uit aangepaste opleidingsmodules evenals uit de tenlasteneming van de reiskosten en, desgevallend, uit een begeleiding bij de herintegratie in het land van herkomst of een derde land.

Met het oog hierop kan het Agentschap overeenkomsten afsluiten met derden.

BOEK IV. — FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE OPVANG VAN ASIELZOEKERS

TITEL I. — Statuut, taken en bevoegdheden

Art. 55. Onder de naam «Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers» werd een overheidsinstelling met rechtspersoonlijkheid opgericht, die ingedeeld is bij categorie A zoals bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De Koning bepaalt bij besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad de structuur, de organisatie en de werking van het Agentschap. Het Agentschap kan door middel van een arbeidsovereenkomst personeelsleden aanwerven om te voorzien in al zijn personeelsbehoeften met het oog op de uitvoering van de taken die het toegewezen heeft gekregen.

Art. 56. § 1. Het Agentschap heeft onder meer de taak om de organisatie, het beheer en de kwaliteitscontrole van de materiële hulp, toegekend aan de begunstigden van de opvang, te verzekeren.

Het mag subsidies toekennen in verband met zijn opdrachten.

§ 2. In het kader van de in § 1 bedoelde taken, oefent het Agentschap de volgende bevoegdheden uit :

1° de toekenning van de materiële hulp aan de begunstigden van de opvang in de collectieve opvangstructuren die het beheert;

2° de controle van de uitvoering van de overeenkomsten afgesloten met de partners overeenkomstig artikel 64 betreffende de toekenning van de materiële hulp aan de begunstigden van de opvang;

3° de toewijzing, de wijziging en de opheffing van de verplichte plaats van inschrijving overeenkomstig Boek II;

4° de organisatie van de betaling van een dagvergoeding en de prestatie van gemeenschapsdiensten overeenkomstig artikel 34.

Art. 57. Overeenkomstig artikel 43 ziet het Agentschap toe op het verzekeren van de continuïteit van de opvang bij de overschakeling van de materiële hulp die aan de asielzoeker verleend wordt naar de maatschappelijke dienstverlening die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt verstrekt.

Art. 58. Verder is het Agentschap belast met de coördinatie van de vrijwillige terugkeer, zowel van de begunstigden van de opvang als van andere vreemdelingen.

Art. 59. Het Agentschap is belast met de toekenning van de materiële hulp aan niet-begeleide minderjarigen in het kader van de observatie- en oriënteringsfase.

Art. 60. Het Agentschap is belast met de toekenning van de materiële hulp aan minderjarigen die illegaal met hun ouders op het grondgebied verblijven en van wie de staat van behoefteigheid door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is vastgesteld, wanneer de ouders niet in staat zijn om hun onderhoudsplicht na te komen.

Deze materiële hulp wordt toegekend binnen de opvangstructuren die door het Agentschap worden beheerd.

De Koning bepaalt de nadere regels van de toekenning van deze materiële hulp.

Art. 61. Het Agentschap is de verantwoordelijke instantie voor het Europees Vluchtelingenfonds.

TITRE II. — Des partenaires et du contrôle de la qualité de l'accueil

Art. 62. L'Agence peut confier à des partenaires la mission d'octroyer aux bénéficiaires de l'accueil le bénéfice de l'aide matérielle telle que décrite dans la présente loi. Ces partenaires sont notamment la Croix-Rouge de Belgique, les autres autorités, les pouvoirs publics et les associations.

A cette fin, l'Agence conclut des conventions.

Art. 63. Au début de chaque année civile, si la convention visée à l'article précédent n'est pas dénoncée et sous réserve d'autres réglementations ou dispositions spécifiques conventionnelles, la Croix-Rouge de Belgique ou les autres autorités, pouvoirs publics et associations visés à l'article précédent, ont droit au paiement d'une avance correspondant au moins au quart du montant auquel ils ont eu droit l'année précédente. Cette avance sera payée au plus tard le 31 mars.

Art. 64. Des structures d'accueil communautaires ou individuelles peuvent être organisées par les centres publics d'action sociale, en vue d'y octroyer l'aide matérielle au bénéficiaire de l'accueil. Ces structures d'accueil, désignées initiatives locales d'accueil, font l'objet d'une convention conclue entre le centre public d'action sociale et l'Agence.

Le Roi définit le cadre relatif à la création d'une initiative locale d'accueil ainsi que les modalités de subvention par l'Agence.

Art. 65. L'Agence organise une concertation régulière avec les partenaires.

LIVRE V. — DISPOSITIONS FINALES**TITRE I^{er}. — Dispositions transitoires**

Art. 66. Pour les demandeurs d'asile ayant introduit leur demande d'asile avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vigueur le jour avant l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à s'appliquer.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont toutefois directement applicables, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, aux demandeurs d'asile visés à l'alinéa précédent, les dispositions du Livre III, à l'exception du Titre II, les dispositions du Livre IV et les articles 69 et 70 de la présente loi.

Art. 67. Un an après l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouvernement procède à une évaluation de la loi et fait rapport aux Chambres législatives.

TITRE II. — Dispositions modificatives

Art. 68. A l'article 57, § 2, 2^o, alinéa 6, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, les mots « un mois » sont remplacés par « celui qui est fixé à l'article 7, 4^o, de la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers ».

Art. 69. L'article 57^{ter}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale est modifié comme suit :

« L'aide sociale n'est pas due par le centre lorsque l'étranger enjoint de s'inscrire en un lieu déterminé en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers bénéficiant de l'aide matérielle au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par dérogation à l'article 57, § 1^{er}, le demandeur d'asile auquel a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, une structure d'accueil gérée par l'Agence ou par un partenaire de celle-ci ne peut obtenir l'aide sociale que dans cette structure d'accueil, conformément à la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers ».

TITEL II. — Partners en controle van de kwaliteit van de opvang

Art. 62. Het Agentschap kan aan partners de taak toevertrouwen om aan begunstigden van de opvang materiële hulp te verstrekken zoals voorzien in deze wet. Deze partners zijn met name het Rode Kruis van België, de andere overheden, de openbare besturen en de verenigingen.

Met het oog hierop sluit het Agentschap overeenkomsten af.

Art. 63. Indien de overeenkomst zoals bedoeld in voorafgaand artikel niet is opgezegd en onder voorbehoud van andere reglementen of specifieke bepalingen in de overeenkomsten, hebben het Rode Kruis van België of de andere overheden, de openbare besturen en de verenigingen bedoeld in voorgaand artikel, bij het begin van elk kalenderjaar recht op de betaling van een voorschot ten bedrage van minstens een kwart van het bedrag waarop ze het vorige jaar recht hadden. Dit voorschot dient uiterlijk op 31 maart betaald te zijn.

Art. 64. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen individuele of collectieve opvangstructuren organiseren om materiële hulp te verlenen aan de begunstigde van de opvang. Deze opvangstructuren, genaamd lokale opvanginitiatieven, maken het voorwerp uit van een overeenkomst tussen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en het Agentschap.

De Koning bepaalt het kader voor de oprichting van een lokaal opvanginitiatief, evenals de nadere regels van de subsidiëring door het Agentschap.

Art. 65. Het Agentschap organiseert een regelmatig overleg met de partners.

BOEK V. — Slotbepalingen**Titel I. — Overgangsbepalingen**

Art. 66. Voor de asielzoekers die hun asielaanvraag ingediend hebben vóór de inwerkingtreding van deze wet blijven de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die van kracht waren de dag vóór de inwerkingtreding van onderhavige wet, van toepassing.

In afwijking van het eerste lid zijn de bepalingen van Boek III, uitgezonderd Titel II, de bepalingen van Boek IV en de artikelen 69 en 70 echter onmiddellijk van toepassing op de asielzoekers bedoeld in het vorig lid vanaf de inwerkingtreding van onderhavige wet.

Art. 67. Een jaar na de inwerkingtreding van deze wet voert de regering een evaluatie uit met betrekking tot de toepassing ervan en brengt verslag uit bij de Wetgevende Kamers.

TITEL II. — Wijzigingsbepalingen

Art. 68. In artikel 57, § 2, 2^o, zesde lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden de woorden «een maand» vervangen door «de termijn welke door artikel 7, 4^o, van de wet van X betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen ».

Art. 69. Artikel 57^{ter}, eerste en tweede lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt als volgt gewijzigd :

« De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien een vreemdeling die gehouden is zich in te schrijven in een welbepaalde plaats overeenkomstig artikel 11, § 1 van de wet van X betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, materiële hulp ontvangt van een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.

In afwijking van artikel 57, § 1 kan een asielzoeker aan wie in toepassing van artikel 11, § 1 van de wet van X betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen als verplichte plaats van inschrijving een opvangstructuur is aangewezen die beheerd wordt door het Agentschap of één van zijn partners, slechts in deze opvangstructuur gebruik maken van de maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig de wet van X betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen ».

TITRE III. — Dispositions abrogatoires

Art. 70. Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi son abrogés dans la loi programme du 19 juillet 2001, modifié par les lois programmes du 22 décembre 2003 et 27 décembre 2004 :

- 1° l'article 60;
- 2° les articles 62 à 64;
- 3° l'article 65, § 3.

Art. 71. L'article 57ter, alinéa 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale est abrogé.

Art. 72. L'article 57ter 1, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale est abrogé.

Art. 73. L'article 54, §§ 1^{er} et 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est abrogé.

TITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 74. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,
C. DUPONT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-2565/001. — Amendements, n° 51-2565/002 et 003. — Rapport, n° 51-2565/004. — Texte adopté par la commission (art. 78 de la Constitution), n° 51-2565/005. — Texte adopté par la commission (art. 77 de la Constitution), n° 51-2565/006. — Amendement, n° 51-2565/007. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (art. 77 de la Constitution), n° 51-2565/008.

Session 2006-2007.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1938/1. — Projet non évoqué par le Sénat.

TITEL III. — Opheffingsbepalingen

Art. 70. Vanaf de inwerkingtreding van deze wet worden opgeheven in de programmawet van 19 juli 2001, gewijzigd bij de programmawetten van 22 december 2003 en 27 december 2004 :

- 1° artikel 60;
- 2° de artikelen 62 tot 64;
- 3° artikel 65, § 3.

Art. 71. Artikel 57ter, derde lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt opgeheven.

Art. 72. Artikel 57ter 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt opgeheven.

Art. 73. Artikel 54, §§ 1 en 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt opgeheven.

TITEL IV. — Inwerkingtreding

Art. 74. De Koning bepaalt de datum van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-2565/001. — Amendementen, nr. 51-2565/002 en 003. — Verslag, nr. 51-2565/004. — Tekst aangenomen door de commissie (art. 78 van de Grondwet), 51-2565/005. — Tekst aangenomen door de commissie (art. 77 van de Grondwet), 51-2565/006. — Amendement, nr. 51-2565/007. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (art. 77 van de Grondwet), nr. 51-2565/008.

Zitting 2006-2007.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Onderwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1938/1. — Ontwerp niet geëvoerd door de Senaat.

SERVICE PUBLIC FEDERAL**DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

F. 2007 — 1800

[C — 2007/02079]

21 AVRIL 2007. — Loi modifiant le Code Judiciaire en ce qui concerne les contestations relatives à l'octroi, à la révision et au refus de l'aide matérielle

Article 1^{er}. ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 2. La présente loi règle une matière visée par l'article 77 de la Constitution.

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**

N. 2007 — 1800

[C — 2007/02079]

21 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de geschillen inzake de toewijzing, de herziening en de weigering van de materiële hulp

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.